



## Décision individuelle N° 2019-328

**Pétitionnaire :** HÉLICOPTÈRES DE FRANCE

**Adresse :** base de Carros – BP 656, 06517 CARROS

**Nature de la demande :** survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national

**Intitulé du projet :** Alevinage des lacs d'altitude – Tinée, Vésubie et Gordolasque

**Localisation :** lacs de Vens, de Marie et lac Fer (communes de St-Etienne-de-Tinée)

lac Nègre, Lac des Bresses inférieur et Lac de Tavel (commune de Valdeblore)

lac de la Fous, Lac Long (commune de Belvédère)

lacs Besson, lacs de Trécolpas et Cabret (commune de St-Martin-Vésubie)

**Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** la décision n°2019-327 du 9 juillet 2019 autorisant l'alevinage de certains lacs d'altitude de la Tinée, de la Vésubie et de la Gordolasque,

**Considérant** la demande formulée en date du 24 mai 2019 par la Fédération départementale de la pêche des Alpes-Maritimes,

**Considérant** qu'à la date envisagée du survol, les grands rapaces rupestres dont l'Aigle Royal, sont encore en période de reproduction et qu'il convient à ce titre de les préserver des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques au plan de vol de l'hélicoptère,

**Considérant** la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir son concours ou sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci,

### DÉCIDE

#### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société HÉLICOPTÈRES DE FRANCE, représentée par Monsieur RINGOT Benoît, pilote et chef de base, est autorisé à effectuer des survols en aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces survols ont pour objet l'hélicoptage d'alevins qui seront déversés dans certains lacs d'altitude de la Tinée, de la Vésubie et de la Gordolasque situés dans le cœur du Parc national, dans un objectif de mise en valeur halieutique.

## Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Programme de survol autorisé*

2.1. Les lieux de dépose autorisés sont les suivants :

- lacs de Vens (supérieur, intermédiaire, inférieur), lac Marie et lac Fer
- lac de la Fous et lac Long de la Gordolasque
- lacs Besson (petit, grand), lac de Trécolpas et lac Cabret
- lac Nègre, lac des Bresses inférieur et lac Tavel

2.2. Nombre total de rotations autorisées : 7 rotations.

- *Itinéraires de survol autorisés*

2.3. L'appareil devra respecter les itinéraires de survol autorisés en cœur tel que figuré aux plans annexés à la présente.

Il privilégiera l'axe des vallées sans déport sur les versants ; le vol d'approche et le franchissement des cols devra être réalisé à plus de 300 mètres du sol.

2.4. Tel que figurées aux plans annexés à la présente, le survol des « zones sensibles » est interdit dans le cœur du parc national hors itinéraire autorisé (présence d'espèce protégée).

- *Éléments d'identification*

2.5. Le pilote et l'appareil bénéficiaires de la présente autorisation sont les suivants :

- nom du pilote : RINGOT Benoît
- type d'appareil : Ecureuil AS 350 B3
- immatriculation de l'appareil : F-GTIE

## Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la date du 27 juillet 2019.

En cas de conditions météorologiques défavorables, le report de l'opération est autorisé sous réserve d'en informer le service territorial concerné, 24h00 à l'avance par courriel ou contact direct.

- Service territorial Tinée

chef de S.T : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr))

adjoint : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr))

☎ : 04.93.02.42.27

- Service territorial Vésubie

chef du S.T : LOUVET Sébastien ([sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr](mailto:sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr))

adjoint : LURION Raphaël ([raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr](mailto:raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr))

☎ : 04.93.03.23.15

## Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 9 juillet 2019

 Le Directeur-adjoint  
Laurent SCHEYER

Copies :

- service Connaissance et gestion des patrimoines
- services territoriaux de la Tinée et de la Vésubie

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.















